

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 15 JUILLET 2024**

NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 16		
QUORUM : 9		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
12	0	4
OBJET DE LA DECISION		
N° 24/440		
ACCORD DE MISE A DISPOSITION DE DONNEES DE L'ENQUÊTE MOBILITÉ CERTIFIÉE CEREMA (EMC²) DE LA METROPOLE TPM ENTRE LA METROPOLE TPM ET AVIGNON UNIVERSITE - AUTORISATION DE SIGNATURE		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Robert BENEVENTI, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Arnaud LATIL, Mme Geneviève LEVY, M. Jean-Louis MASSON, M. Ange MUSSO, M. Francis ROUX, M. Hervé STASSINOS, M. Gilles VINCENT.

ABSENTS :

Mme Nathalie BICAIS, M. Cheikh MANSOUR, Mme Josée MASSI, M. Jean-Sébastien VIALATTE.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 24/440

BUREAU DU 15 JUILLET 2024

**O B J E T : ACCORD DE MISE A DISPOSITION DE DONNEES DE
L'ENQUÊTE MOBILITÉ CERTIFIÉE CEREMA (EMC²) DE
LA METROPOLE TPM ENTRE LA METROPOLE TPM ET
AVIGNON UNIVERSITE - AUTORISATION DE
SIGNATURE**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L5217-1, L5211-1 et L2121-22-1,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération N° 23/05/078 du 04 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU l'accord de mise à disposition ci-annexé,

CONSIDERANT l'intérêt de la Métropole Toulon Provence Méditerranée à être informée de l'usage fait des données de statistiques publiques dont elle est propriétaire,

CONSIDERANT l'intérêt de la Métropole TPM de collaborer avec la recherche scientifique dans le domaine de la mobilité et des transports,

CONSIDERANT La thèse « Méthodologie d'estimation de regroupement spatio-temporel de trajectoires individuelles de mobilité quotidienne » confiée à Madame Louissette Garcin, doctorante, sous la direction de Monsieur Didier Josselin, Directeur de recherche CNRS, et la nécessité pour sa réalisation de disposer de données Mobilité récentes,

CONSIDERANT l'enquête mobilité certifiée Cerema (EMC2) réalisée par la Métropole TPM en 2022 dont les données correspondent à celles recherchées pour incrémenter cette thèse,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'AUTORISER Monsieur le Président à signer l'accord de mise à disposition de données de l'enquête mobilité certifiée Cerema (EMC²) de la Métropole TPM entre la Métropole Toulon Provence Méditerranée et Avignon Université, ci-annexé.

ARTICLE 2

DE DIRE que cette décision est sans incidence financière.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 15 juillet 2024

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée



POUR	12
CONTRE	0
ABSTENTION	0



Bordereau d'envoi

Avignon, le 21/05/2024

Direction des Transports et de la Mobilité
A l'attention de Lionel KIEFFER
Hôtel de la Métropole
107 Boulevard Henri-Fabre CS 30536
83041 Toulon Cedex 9

Objet : Accord de mise à disposition de données
N/Réf : 2024-44
Affaire suivie par : Elise Epaud (DARI)
Mail : elise.epaud@univ-avignon.fr

DESIGNATION DES PIECES	NOMBRE	OBSERVATIONS
- Accord de mise à disposition de données	1	Bonjour, Ci-joint l'accord de mise à disposition de données pour signature. En vous remerciant, Cordialement.
TRANSMIS		
<input type="checkbox"/> Pour suite à donner <input checked="" type="checkbox"/> Pour signature <input type="checkbox"/> En retour <input type="checkbox"/> Pour avis <input type="checkbox"/> Pour information <input type="checkbox"/> Pour affichage <input type="checkbox"/> Pour diffusion <input type="checkbox"/> Pour attribution <input type="checkbox"/> Pour décision		

Elise EPAUD
Juriste Contrats de recherche



<p style="text-align: center;">ACCORD DE MISE A DISPOSITION DE DONNEES ENTRE LA METROPOLE TPM ET AVIGNON UNIVERSITE</p>
--

ENTRE D'UNE PART

AVIGNON UNIVERSITE,

Etablissement Public à caractère Scientifique, Culturel et Professionnel, dont le siège est 74, Rue Louis Pasteur, 84029 Avignon Cedex 1, représentée par son Président Georges LINARES,

Agissant tant en son nom, qu'au nom et pour le compte de l'UMR 7300, Laboratoire d'Etude des Structures des Processus d'Adaptations et des Changements de l'ESPACE, dirigé par Mr Cyrille GENRE-GRANDPIERRE,

Ci-après désignée par « **Avignon Université** » ou « **Bénéficiaire** » ou « **LABORATOIRE** »

ET D'AUTRE PART

Métropole Toulon Provence Méditerranée, sise Hôtel de la Métropole, 107 Boulevard Henri Fabre - CS 30536, 83041 TOULON Cedex 09 représentée par le Président de la Métropole, Jean-Pierre GIRAN,

Ci-après dénommé la « **Métropole TPM** » ou le « **Prêteur** »,

Avignon Université et la Métropole TPM sont ci-après individuellement dénommés la « **Partie** » et collectivement les « **Parties** ».

IL EST PRÉALABLEMENT EXPOSÉ CE QUI SUIV :

AVIGNON UNIVERSITÉ et plus spécifiquement le LABORATOIRE possède un savoir-faire et une expertise dans le domaine des interactions espace-nature-société et leur durabilité, de l'échelle du logement à celle du continent.

La thèse « Méthodologie d'estimation de regroupement spatio-temporel de trajectoires individuelles de mobilité quotidienne » a été confiée à Madame Louissette GARCIN, doctorante, sous la direction de Monsieur Didier Josselin, Directeur de recherche (ci-après le « **PROJET** »)

Dans ce contexte, la Métropole TPM a accepté de mettre ses données à disposition du LABORATOIRE dans le cadre de la réalisation du PROJET.

Par conséquent, les Parties ont décidé de conclure le présent accord de mise à disposition afin de fixer les droits et obligations respectives relatives à l'utilisation de ces données.

EN CONSÉQUENCE DE QUOI, IL EST CONVENU CE QUI SUIV :

ARTICLE 1 - DÉFINITIONS

Par « Accord » on entend, l'ensemble constitué par le présent accord de mise à disposition de données, ses annexes et ses éventuels avenants.

Par « Date d'Effet », on entend, la date de la dernière signature des Parties.

Par « Données », on entend les données de l'EMC² de 2022 menées sur le territoire de la Métropole TPM, ci-après décrites en Annexe I et mises à disposition d'Avignon Université par la Métropole TPM dans le cadre de la réalisation du PROJET, décrit en préambule du présent Accord.

ARTICLE 2 – OBJET

2.1 Par le présent Accord, le Prêteur consent à mettre les Données à disposition d'Avignon Université, selon les conditions du présent Accord et uniquement dans le cadre de la réalisation du PROJET à l'exclusion de toute autre activité notamment industrielle et commerciale, même à titre gratuit.

2.2 Le présent Accord ne crée pour les Parties aucune obligation de conclure ultérieurement quelque accord de licence, de concession ou tout autre que ce soit.

2.3 Les Parties conviennent que le présent Accord s'inscrit uniquement et exclusivement dans le cadre de la réalisation du PROJET.

ARTICLE 3 – RESPONSABLES SCIENTIFIQUES

Le Responsable du Prêteur effectuant la mise à disposition des Données est : Lionel KIEFFER

Les Responsables scientifiques pour le Bénéficiaire sont : Didier JOSSELIN

(ci-après « **les Responsables Scientifiques** »).

ARTICLE 4 – UTILISATION DES DONNEES

4.1 Le Bénéficiaire et les Responsables Scientifiques du Bénéficiaire, s'engagent à ce que les Données :

- a) soient utilisées dans le seul cadre de la réalisation du PROJET et des publications scientifiques découlant de ce PROJET.
- b) ne soient pas remises à un tiers pour quelque but que ce soit,
- c) ne soient pas utilisées dans le cadre de recherches impliquant la participation d'un tiers sans autorisation écrite et préalable du Prêteur,

- d) soient utilisées uniquement en application des lois et règlements nationaux du Bénéficiaire, applicables à ce type de Données .

ARTICLE 5 – PROPRIÉTÉ DU MATERIEL

5.1 Le Prêteur conserve l'entière propriété des Données. Le présent Accord ne saurait en aucun cas opérer un quelconque transfert de propriété de tout ou partie des Données ainsi que des droits de propriété intellectuelle afférents au profit du Bénéficiaire.

5.2 Il est expressément interdit au Bénéficiaire de procéder à des transformations qui pourraient affecter les droits du Prêteur sur les Données, sans l'accord écrit et préalable de ce dernier.

5.3 Le Bénéficiaire reconnaît par ailleurs que le Prêteur peut accorder une licence, exclusive ou non, vendre ou céder tout ou partie des droits sur les Données à des tiers.

ARTICLE 6 – CONFIDENTIALITE

6.1 On entend par Informations Confidentielles, toutes les informations échangées ou divulguées sous quelque forme, quelle que soit leur nature et quel que soit le support utilisé pour leur communication, communiqués directement ou indirectement par l'une des Parties à l'autre Partie dans le cadre de ce présent Accord et expressément désignées comme confidentielles par la Partie qui les divulgue.

Chaque Partie s'engage à ne pas publier ni divulguer à des tiers de quelque façon que ce soit l'Information Confidentielle appartenant à l'autre Partie dont elle pourrait avoir connaissance à l'occasion de l'exécution de l'Accord.

Chaque Partie s'engage à limiter la diffusion de l'Information Confidentielle appartenant à l'autre Partie dont elle pourrait avoir connaissance à l'occasion de l'exécution du présent Accord aux seuls membres de son personnel, devant y avoir accès pour la réalisation de leurs obligations dans le cadre de l'Accord, pour autant que (a) lesdits membres du personnel soient soumis à des obligations de confidentialité au moins aussi strictes que les obligations résultant de l'Accord, (b) lesdits membres du personnel aient été informés par la Partie récipiendaire des obligations de cet Article 6, et (c) la Partie récipiendaire reste responsable de toute violation des obligations de cet Article 6 par lesdits membres du personnel dont elle a la responsabilité.

Chaque divulgation d'Informations Confidentielles se fera à la seule discrétion de la Partie émettrice.

Ne seront pas considérées comme Informations Confidentielles au titre du présent Accord, les informations :

- dont la Partie récipiendaire pourrait apporter la preuve de la connaissance avant leur communication ou,
- dont la Partie récipiendaire pourrait apporter la preuve qu'elles étaient ou sont devenues disponibles sans infraction au présent Accord ou,
- dont la Partie récipiendaire pourrait apporter la preuve qu'elles ont été développées, indépendamment par ses employés n'ayant pas eu accès aux Informations Confidentielles, ou,
- dont la Partie récipiendaire pourrait apporter la preuve qu'elles font l'objet d'une communication requise par une autorité administrative ou en vertu d'une loi, décret, règlement ou d'une décision de justice. Dans ce cas, la Partie récipiendaire devra (i) informer la Partie émettrice par écrit avant toute divulgation d'Informations Confidentielles afin que la Partie émettrice puisse demander une ordonnance de protection appropriée, (ii) fournir à la demande de la Partie émettrice toutes les informations nécessaires et son assistance pour éviter ou limiter la divulgation d'Informations Confidentielles, (iii) demander à la tierce partie recevant des Informations Confidentielles de maintenir la confidentialité, et (iv) limiter strictement le contenu de cette divulgation à la portion des Informations Confidentielles que la Partie récipiendaire est obligée de divulguer.

Il est expressément convenu entre les Parties que la communication par les Parties entre elles d'Informations Confidentielles, au titre de l'Accord, ne peut en aucun cas être interprétée comme conférant de manière expresse ou implicite à la Partie récipiendaire un droit quelconque, notamment de propriété intellectuelle (sous forme d'une licence ou par tout autre moyen) sur les Informations Confidentielles.

Cet engagement restera en vigueur pendant cinq (5) ans à compter de la Date d'effet, nonobstant la résiliation ou l'arrivée à échéance du présent Accord.

Toutes les Informations Confidentielles et leur reproduction transmises par les Parties l'une à l'autre resteront leur propriété respective et devront être restituées immédiatement sur leur demande expresse.

ARTICLE 7 – FOURNITURE ET RESTITUTION DES DONNEES

7.1 Il est convenu entre les Parties qu'à compter de la signature du contrat, la Métropole TPM s'engage à fournir les données dans les meilleurs délais. Les Données seront adressées par la Métropole TPM au Bénéficiaire. Les Données ne pourront en aucune manière être utilisées à d'autres fins que celle du PROJET, sauf accord préalable et écrit de la Métropole TPM.

7.2 A la réception des Données, le Bénéficiaire s'engage à accuser réception des Données par tout moyen. Le Bénéficiaire prendra les Données dans l'état dans lequel elles ont été mises à disposition, sans recours contre la Métropole TPM pour quelque cause que ce soit et, notamment, en cas d'erreur dans la description.

7.3 La mise à disposition des Données s'effectuera entre les Responsables désignés à l'article 3 ou leurs représentants.

ARTICLE 8 – COMMUNICATION

Les publications et communications orale ou écrite relatives au PROJET, effectuées par Avignon Université via ses supports et réseaux sociaux professionnels, devront expressément mentionner le concours apporté par la Métropole TPM.

ARTICLE 9 – CONDITIONS FINANCIÈRES

Dans le cadre de cet Accord, la mise à disposition des Données est effectuée à titre gratuit.

ARTICLE 10 – EXCLUSION DE GARANTIE – RESPONSABILITÉ

10.1 Le Bénéficiaire accepte les Données en l'état.

10.2 Le Prêteur ne saurait être tenu pour responsable de l'utilisation qui sera faite des Données par le Bénéficiaire ou les Responsables Scientifiques du Bénéficiaire.

10.3 En cas de sinistre, le Bénéficiaire en informera le Prêteur dans les quarante-huit (48) heures de sa connaissance du sinistre.

ARTICLE 11 – ASSURANCE

11.1 Le Bénéficiaire étant une Université publique française, la règle selon laquelle l'Etat est son propre assureur s'applique.

11.2 En conséquence, le Bénéficiaire assure les dommages et pertes, qui pourraient survenir du fait de son activité, sur ses fonds propres.

ARTICLE 12 – INTUITU PERSONAE

Les Parties déclarent que l'Accord est conclu intuitu personae. En conséquence, aucune Partie n'est autorisée à céder à un tiers, à titre onéreux ou gratuit, tout ou partie de ses droits et obligations découlant du présent Accord, sans l'accord préalable écrit de l'autre Partie.

ARTICLE 13 – RENONCIATION

Le fait pour l'une des Parties de ne pas se prévaloir d'un manquement par l'autre Partie à l'une des obligations visées dans l'Accord ne saurait être interprété pour l'avenir comme une renonciation à l'exécution de l'obligation en cause.

ARTICLE 14 – DURÉE

14.1 Cet Accord entre en vigueur à la Date d'Effet pour une durée de deux (2) ans.

14.2 L'Accord pourra être prorogé par les Parties par voie d'avenant précisant l'objet et la durée de la prolongation.

14.3 A l'issue de cette durée ou en cas de fin anticipée, Avignon Université s'engage à :

- cesser toute utilisation des Données.
- supprimer les Données ainsi que ses copies.

ARTICLE 15 – RESILIATION

15.1 Le présent Accord pourra être résilié par l'une ou l'autre des Parties, après notification écrite à l'autre Partie, avec un préavis de trente (30) jours calendaires.

15.2 Le présent Accord pourra être résilié de plein droit avant sa date d'expiration :

- Par l'une des Parties, en cas d'inexécution par l'autre d'une ou plusieurs des obligations contenues dans cet Accord. Cette résiliation ne devient effective que trente (30) jours après le renvoi par la plaignante d'une lettre recommandée avec accusé de réception expliquant les motifs de la plainte, à moins que dans ce délai la Partie défaillante n'ait satisfait à ses obligations ou n'ait apporté la preuve d'un empêchement consécutif à un cas de force majeure.
- Avec un effet immédiat en cas de dissolution de l'une des Parties, sauf si les termes de l'Accord sont repris par une autre entité sous réserve de l'accord écrit des Parties.
- En cas d'accord mutuel entre les Parties.

15.3 L'exercice de cette faculté de résiliation ne dispense pas les Parties de remplir les obligations contractées jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation.

ARTICLE 16 – INVALIDITÉ D'UNE CLAUSE

Si une ou plusieurs clauses de cet Accord s'avèrent être inapplicables pour quelque raison que ce soit, les Parties procéderont alors aux modifications nécessaires, en respectant dans toute la mesure du possible l'accord de volonté existant au moment de la signature du présent Accord. Ces modifications n'affecteront pas l'applicabilité d'une telle clause dans d'autres circonstances et les autres clauses garderont toute leur force et leur portée.

ARTICLE 17 – NOTIFICATIONS

Toute notification, qui pourrait être faite dans le cadre de l'exécution ou de l'interprétation du présent Accord, sera envoyée, par lettre recommandée avec accusé de réception, ou mail avec accusé de réception aux personnes suivantes :

Pour Avignon Université :

Attn : Elise Epaud

Nom : Avignon Université

Adresse : Direction d'Appui à la Recherche et à l'Innovation

Site Sainte Marthe

84000 Avignon

Courriel : valorisation-recherche@univ-avignon.fr

Tel : +33 (0)4.90.16.28.06

Pour la Métropole TPM :

Nom : Sébastien MARECHAL

Adresse : Hôtel de la Métropole

107 Boulevard Henri Fabre - CS 30536

83041 TOULON Cedex 09

Courriel : sebastien.marechal@metropoletpm.fr

Toute notification relative à l'exécution technique de l'Accord sera valablement faite aux coordonnées respectives des Parties indiquées ci-après.

Contact Avignon Université :

Nom : Louissette GARCIN
Adresse : Avignon Université,
UMR 7300 ESPACE – Case 19,
74 rue Louis Pasteur 84029 AVIGNON
Courriel : louissette.garcin@univ-avignon.fr

Contact Prêteur :

Nom : Lionel KIEFFER
Adresse : Hôtel de la Métropole
107 Boulevard Henri Fabre - CS 30536
83041 TOULON Cedex 09
Courriel : lionel.kieffer@metropoletpm.fr

ARTICLE 18 – LITIGE – DROIT APPLICABLE

18.1 Cet Accord et ses annexes sont régis par le droit français.

18.2 En cas de différend sur l'interprétation ou l'exécution du présent Accord, les Parties s'efforceront de le résoudre amiablement. À défaut de règlement amiable dans un délai de deux (2) mois à compter de la notification de la contestation par l'une des Parties, la Partie la plus diligente portera le litige devant les tribunaux français compétents.

Fait en deux (2) exemplaires originaux,

AVIGNON UNIVERSITE

Nom : Georges LINARES
Fonction : Président

Date : 16 MAI 2024

Signature :

La Métropole TPM

Nom : Jean-Pierre GIRAN
Fonction : Président

Date :

Signature :

ANNEXE I : DESCRIPTION DES DONNEES

Le périmètre de l'enquête s'étend au-delà des seules limites métropolitaines et prend en considération l'ensemble du bassin des déplacements de la Métropole Toulonnaise, ces territoires présentant de forts échanges avec la Métropole. En outre, ce périmètre correspond à celui de l'enquête de 2008, étendu à la Base Navale, et autorisera toutes les comparaisons entre les deux enquêtes ce qui constitue un atout majeur d'analyse.

Elle s'est déroulée sur 44 communes, représentant près de 600 000 habitants. L'objectif de ce périmètre est de maintenir la cohésion avec ceux des enquêtes précédentes et des documents d'urbanisme.



L'enquête s'est effectuée selon le nouveau standard d'enquête certifié par le CEREMA, appelé « Enquête Mobilité Certifiée CEREMA » (EMC²). Elle comprend :

- Un recueil de données auprès des ménages en face à face et par téléphone pour l'enquête cœur et pour les enquêtes complémentaires
- Les exploitations de ces données
- L'analyse commune des principaux résultats
- La publication des résultats généraux
- La mise à disposition des données aux signataires
- Le plan de communication mis en œuvre tout au long de la démarche

Elle comprend deux volets :

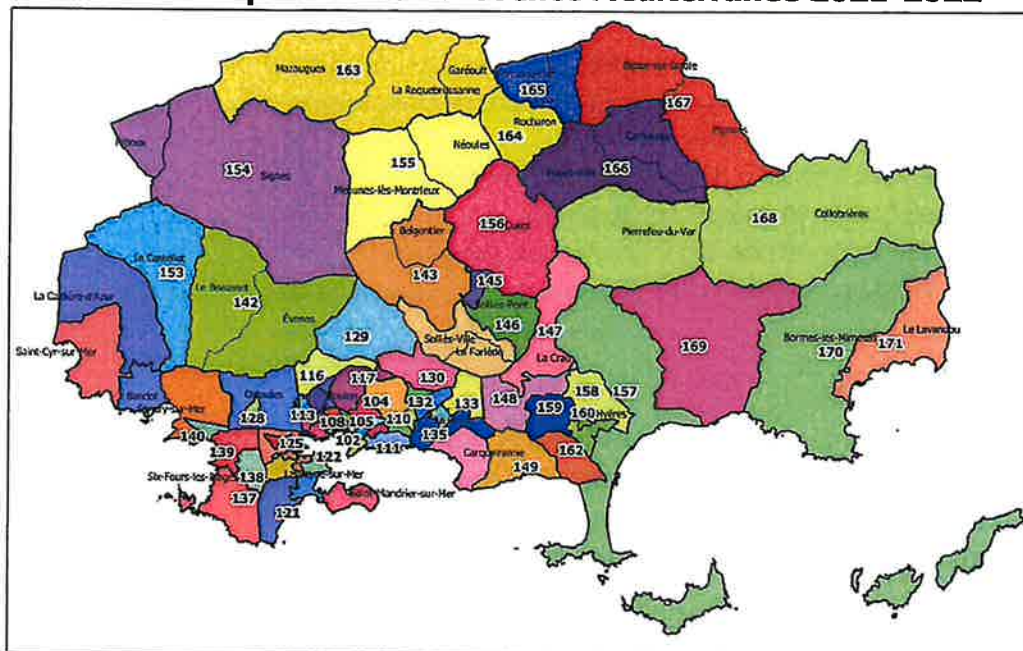
- Une **enquête ménages-déplacements**, appelé « Cœur d'enquête », sur le périmètre décrit à l'article 2, en maintenant un découpage qui permette de mesurer et d'analyser les évolutions des déplacements.
- Une **option standardisée**, permettant de décrire les mobilités le week-end.

L'enquête mobilité est réalisée selon la méthode standard CEREMA actualisée et réputée connue et acceptée par les partenaires. Elle doit conserver la comparabilité avec les précédentes enquêtes réalisées sur le bassin des déplacements de la Métropole toulonnaise, dont la dernière, en 2008, afin de pouvoir analyser les évolutions des déplacements sur ces secteurs.

L'enquête est réalisée auprès d'un échantillon estimatif, choisi aléatoirement dans le périmètre défini à l'article 2, afin de recueillir 11 520 questionnaires répartis à 50% via une enquête téléphonique (soit 5 760 personnes) et 50% via une enquête face à face à domicile (2520 ménages minimum).

L'enquête a portée sur 72 secteurs de tirage évalués en fonction de la demande de chaque partenaire. A l'intérieur de chacun de ces secteurs ont été interrogés en face à face, 35 ménages quel que soit le nombre de personnes du ménage âgées de 5 ans et plus et 80 personnes de 5 ans et plus par téléphone. Dans chaque secteur de tirage, le nombre total de personnes interrogées n'a pas été inférieur à 160.

Découpage DTIR (72 zones)
EMC² Métropole Toulon Provence Méditerranée 2021-2022



Découpage DTIR (72 zones) - Zoom
EMC² Métropole Toulon Provence Méditerranée 2021-2022

